

ALTERNATIVES EN QUELQUES MOTS

Fondée en 1994, Alternatives œuvre pour la justice et les droits économiques, sociaux, politiques, civils, culturels et environnementaux au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde.

Avec ses membres, partenaires et alliés, elle vise à construire un monde plus juste :

- où les êtres humains vivent dans la dignité et le respect et se partagent équitablement le pouvoir et les ressources nécessaires pour vivre et s'épanouir ;
- où l'on respecte la diversité des peuples et des individus, ainsi que les droits civils, politiques, économiques, environnementaux, sociaux et culturels ;
- où l'on œuvre à améliorer les conditions de vie des populations par des approches fondées sur la transformation sociale et la solidarité.

LES CHAMPS D'ACTION PRIORITAIRES

- les droits, la dignité et la justice sociale ;
- l'inclusion et l'antiracisme ;
- les femmes et les féminismes pluriels ;
- la paix, la démocratie et la citoyenneté ;
- la justice climatique, l'environnement et le développement durable ;
- la souveraineté alimentaire ;
- les technologies numériques et les médias libres.

UN RÉSEAU DE SOLIDARITÉ

Organisation de solidarité ancrée dans une approche décoloniale, Alternatives mobilise et met en réseau des individus, des collectifs, des associations et des mouvements sociaux en vue de construire un monde plus juste fondé sur des principes de solidarité, de justice sociale et environnementale, de dignité et de droits. Depuis 30 ans, ce travail a donné lieu à des centaines d'actions collectives et de projets novateurs portés par une grande diversité de partenaires dans plus de 35 pays.



+ de 1 700 STAGIAIRES

DES STAGES INTERNATIONAUX POUR LES JEUNES

Depuis sa création, Alternatives a organisé des stages internationaux dans près d'une trentaine de pays. Ces stages visent à former une relève, à renforcer le travail des partenaires, à consolider les réseaux entre des associations du Sud et du Nord global et à faire rayonner la solidarité internationale au Québec et au Canada. Chaque année, des dizaines de jeunes prennent part à différents programmes de stage dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et des Amériques. Alternatives a servi de tremplin vers l'emploi pour des centaines de jeunes qui y ont été formés.

UNE INFORMATION CRITIQUE ET ALTERNOMIALISTE

Depuis 1994, Alternatives met en œuvre des stratégies d'éducation et d'information afin d'améliorer la compréhension du monde et de faire rayonner les luttes et les résistances du Sud et du Nord global. Au fil des années, une foule d'espaces et d'outils ont été créés (publications, émissions de radio et balados, plateformes web, conférences, etc.).

LE JOURNAL ALTERNATIVES

L'année 1994 marque la création du *Journal Alternatives*. Un premier numéro, inséré dans l'édition de novembre de l'hebdomadaire *VOIR*, attire un lectorat vaste et diversifié. Avec un tirage de 90 000 copies, cet encart de quatre pages revendique sa place dans le paysage médiatique du Québec. Dans les années qui suivent, le *Journal Alternatives* sera distribué dans le *VOIR Québec*, ainsi que dans plusieurs cégeps et universités (avec l'édition du *Monde scolaire*). Une version en anglais est également insérée dans le *Hour*.

Par la suite, le journal passera à l'hebdomadaire *ICI* et, à partir de septembre 2003, au quotidien *Le Devoir* avec une édition complète de 12 pages qui est distribuée à plus de 2000 membres et abonnés-es. Dans un espace médiatique de plus en plus soumis à la logique marchande et aux pouvoirs dominants, le mensuel se singularise par son traitement de l'actualité internationale et sa couverture des luttes portées par les mouvements sociaux. En 2005, une édition en espagnol est distribuée à l'occasion du Forum social de Porto Alegre. En 2009, faute de ressources, le journal passe exclusivement au numérique, avec un journal imprimé distribué quatre fois par année.

Au fil du temps, le comité éditorial se structure et se diversifie. D'une édition à l'autre, le journal compte sur une myriade de collaboratrices et de collaborateurs qui s'attellent à traiter de sujets trop souvent dans l'angle mort des médias traditionnels et à expliquer comment plusieurs problèmes ici et ailleurs prennent racine dans des systèmes d'exploitation et d'inégalités. Plusieurs autrices et auteurs du Nord et du Sud global y collaborent régulièrement.

En février 2023, Alternatives et le Réseau international pour l'innovation sociale et écologiste (RISE) unissent leurs efforts pour créer un nouvel outil. Le *Journal des alternatives*, une plateforme altermondialiste (disponible sur alter.quebec) diffuse une information altermondialiste ouverte sur le monde et continue de renforcer l'éducation à la citoyenneté mondiale.

SOUTENEZ-NOUS!

Être membre d'Alternatives, c'est faire partie d'un mouvement mondial qui défend la paix, les droits, l'environnement, et les mouvements sociaux pour la dignité des peuples. C'est aussi un soutien inestimable pour continuer le travail collectivement.

Tarif régulier 36 \$
 Tarif étudiant/personne à faible revenu 15 \$
 Tarif groupe allié 100 \$

Alternatives

CONTACT

3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
 Téléphone 514 982-6606
 Sans frais 1 800-982-6646
 Télécopieur 514 982-6122

www.alternatives.ca

+ de 200 PARTENAIRES au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde



ENGAGE-TOI!

Avec Alternatives et ses partenaires pour défendre les droits, l'équité et la justice sociale.

- Des séjours de trois mois à l'international
- Dix-sept pays
- Une formation avant le départ
- Des ateliers de recherche d'emploi au retour



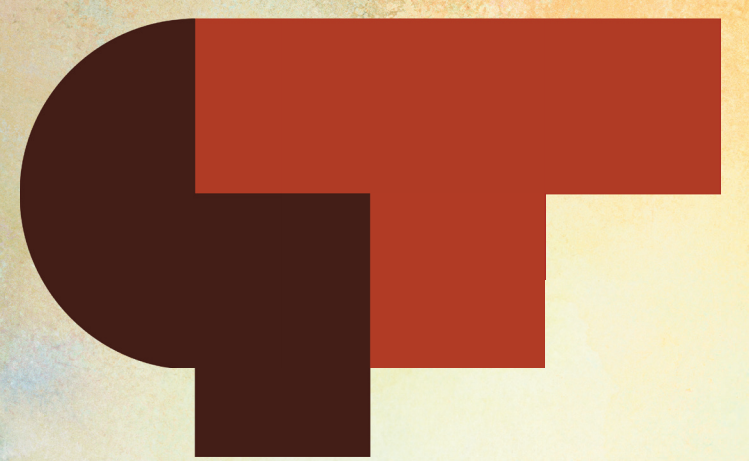
INFORMATION

514 982-6606 poste 2247 et 2236

psij@alternatives.ca

www.alternatives.ca/stages

En partenariat avec **Canada**

5^e ÉDITION DU COLLOQUE INTERNATIONAL

LA GRANDE

TRANSITION

Dans le cadre du Forum social mondial des intersections

Raviver les solidarités post-capitalistes

Du 29 mai au 1^{er} juin 2025 à Montréal

PARTICIPEZ à des discussions et des débats sur les tactiques, les stratégies, les bilans d'expériences passées et récentes et les modèles alternatifs qui nous aident à avancer vers un monde post-capitaliste.

Information / inscription : lagrandetransition.net

SUIVEZ-NOUS!

[/alternativesMtl](https://www.facebook.com/alternativesMtl)

[alternativesNGO](https://www.youtube.com/channel/UC...)

[@alternativesMtl](https://www.instagram.com/alternativesMtl)

INTERNATIONAL
 Pour une solution haïtienne à la crise

NATIONAL
 Les Mères mohawks et l'effacement colonial

CULTURE
 Entrevue avec Stefan Christoff : art, politique et mobilisation

alternatives

LE JOURNAL DES 30 ANS

ÉDITION SPÉCIALE

RENOUVELER LES SOLIDARITÉS

WWW.ALTERNATIVES.CA

2025 : Quel avenir pour la Palestine?

À l'aube de la nouvelle année, le temps qui s'est écoulé depuis le 7 octobre 2023 offre un recul opportun pour revoir la signification de cette date et des événements qui ont suivi. En tant qu'historien, je situerais la dernière période mouvementée dans un double processus qui remonte à 1882 : la colonisation sioniste de la Palestine et les tentatives de décolonisation.



PHOTO : KHAN YUNIS/SALAMY

ILAN PAPPÉ

Les opérations israéliennes depuis octobre 2023 dans la bande de Gaza et en Cisjordanie insistent, avec encore plus de force, le sionisme comme un projet colonial du 21^e siècle. L'idée de considérer ce projet sous l'angle du colonialisme — et plus exactement d'un colonialisme de peuplement — est enfin passée du monde académique et militant aux tribunaux internationaux, tels que la Cour internationale de Justice (CIJ) et la Cour pénale internationale (CPI). Dans la prochaine période, cette idée gagnera sûrement du terrain, même si elle continue d'être réfutée par les milieux universitaires et les médias traditionnels.

En octobre 2023, l'attaque du Hamas a servi de prétexte pour intensifier la colonisation de la Palestine historique, un processus qui, depuis 120 ans, a été ralenti par la résistance palestinienne. Aujourd'hui, l'élite politique israélienne au pouvoir souhaite poursuivre son avancée et coloniser le sud du Liban et une partie de l'ouest de la Syrie, accélérer la colonisation de la Cisjordanie et renouveler son projet expansionniste dans la bande de Gaza. Cette explication n'est pourtant jamais donnée par les médias occidentaux pour qui les actions d'Israël sont commises au nom d'une autodéfense légitime contre l'Iran et ses agents.

La solution avancée par plusieurs milieux, même certains qui se disent amis de la Palestine, est de créer un petit bantoustan en Cisjordanie afin de tempérer les ardeurs israéliennes.

Dans l'histoire, une telle mesure palliative à la libération n'a jamais satisfait les mouvements anticoloniaux et sera rejetée par le peuple palestinien.

Quoi qu'il en soit, Israël n'acceptera pas de prendre part aux discussions et continuera de créer sur le terrain une situation vouée à l'échec.

Or, la seule réponse acceptable à la colonisation réside dans une approche réellement décoloniale qui considère l'ensemble des terres et des populations colonisées. Si les parties capables d'arrêter le génocide à Gaza et l'expansionnisme israélien n'en tiennent pas compte, il sera difficile de rétablir la paix dans la région. Mais pour l'instant, l'insouciance règne.

Malgré les horribles nouvelles qui nous parviennent quotidiennement de la bande de Gaza, l'impasse actuelle est entretenue par une certaine alliance construite autour d'intérêts capitalistes, de fanatismes religieux et d'une foule de politicien-nes timides et populistes qui profitent de leur pouvoir pour marquer des points.

La montée du fascisme en Occident et dans certains pays du Sud global contribue également à renforcer le bouclier immunitaire dont Israël bénéficie pour continuer d'opprimer les Palestiniennes.

La décolonisation est possible

Il existe pourtant une contre-alliance formée de millions de personnes qui souhaitent faire de la politique autrement dans leur pays et pour qui l'attitude des gouvernements à l'égard du génocide révèle les failles de leur propre système politique. Cette alliance est puissante, mais elle n'est pas suffisamment unie, institutionnalisée et coordonnée; il lui faut du temps. Mais le moindre gain à l'échelle

locale, régionale et internationale, peu importe le secteur — la lutte à la pauvreté, les dérèglements climatiques ou le traitement inhumain accordé aux personnes migrantes —, représente une victoire pour les Palestiniennes.

Pour réussir, il faudra éviter les dissensions internes et travailler vers la construction d'un front commun capable d'apporter des changements.

Cette contre-alliance a déjà donné lieu à des manifestations massives et a confirmé son pouvoir d'influence, laissant entrevoir l'espoir d'un monde où le soutien à la libération de la Palestine annonce un système plus juste et démocratique. C'est la seule façon de prévenir le prochain génocide ou nettoyage ethnique du peuple palestinien.

En Israël, on détecte déjà les signes avant-coureurs d'une implosion de la société. Dans les dernières années, la société juive a pris part à une guerre civile froide, qui a été violente par moments. La Judée, fondée sur une théocratie juive sans inhibition morale, a tranquillement remplacé l'ancien Israël, laïque et libéral. Mais ce nouvel État constatera un jour qu'il n'a plus les ressources économiques, ni l'immunité régionale et mondiale, ni la foi des populations juives, ni l'invincibilité militaire pour soutenir son projet messianique. Il n'aura alors d'autre choix que de s'effondrer et d'ouvrir la voie à la décolonisation de la Palestine historique et à la construction d'un régime fondé sur l'égalité pour l'ensemble des populations qui y vivent ou qui en ont été expulsées.

L'un des plus brillants « nouveaux historiens », Ilan Pappé est professeur d'histoire à l'Université d'Exeter, au Royaume-Uni, et directeur du Centre européen des études palestiniennes.

Un campement propalestinien installé à l'Université McGill, au centre-ville de Montréal, pendant le printemps 2024.



PHOTO : DOMINIC MORISSETTE

ISLAMOPHOBIE

Un long soupir

Une substance se répand et s'insinue dans les fissures. Son odeur est tantôt inconfortable, tantôt infecte. Le nez s'habitue. La charpente en est toute bousillée, mais, résigné-es, nous cherchons de moins en moins à y remédier.

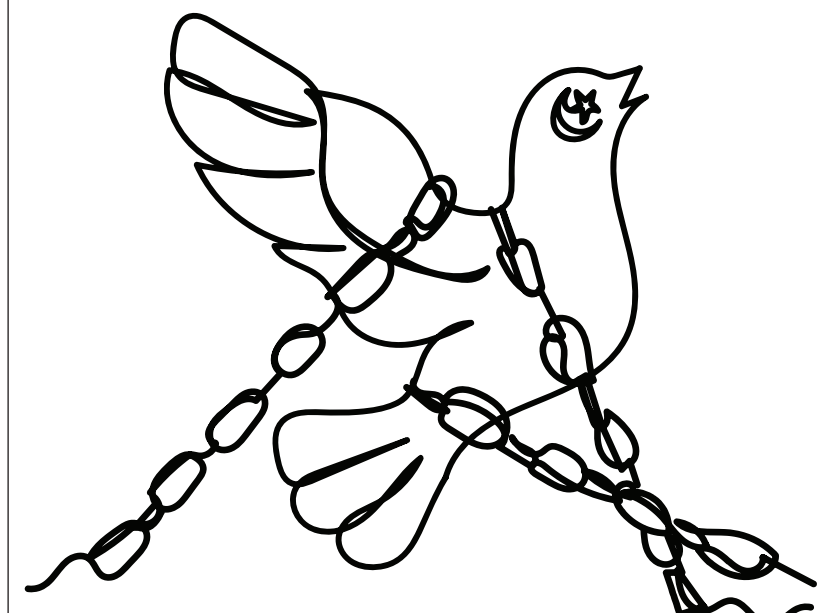
DALILA AWADA

C'est ainsi que l'islamophobie a imprégné le tissu social québécois sous l'effet d'une érosion alimentée d'un gouvernement à l'autre, comme une course à relais délétère. Au plus creux de la pandémie liée à la COVID-19, le phénomène semblait en dormance, puis à la première occasion, le voilà qui charge.

Par les appels du pied et les amalgames dans lesquels excelle notre premier ministre. Par la loi 21, maintenant bien effective et contre laquelle les mobilisations ont décliné. Par les tirs croisés de la classe politico-médiatique ciblant les acteurs et actrices publics qui dérogent à l'injonction de complaisance. Par le scandale que suscite une femme portant le voile sur une affiche à l'hôtel de ville. Par les tergiversations du gouvernement devant une motion soutenant un cessez-le-feu à Gaza et le rejet d'une autre demandant la cessation de vente d'armes à Israël — l'identité majoritairement musulmane des victimes entravant sans aucun doute l'empathie. Dans l'ensemble, le discours ambiant à l'égard des musulmanes demeure empreint de raccourcis et de méfiance et les incidents islamophobes au quotidien n'ont jamais cessé, loin de là.

La lutte au racisme antimusulman n'évolue pas dans des conditions propices à l'amélioration. La difficulté pour les personnes racisées de dénoncer le racisme sans déclencher de hauts cris en est un obstacle persistant. C'est pourtant le racisme lui-même qui rend la tâche si ardue. Le serpent se mord la queue, encore et encore.

Après des années à s'investir toutes entières pour que résonne un autre discours que celui du rejet, plusieurs personnes sont aujourd'hui essouffées. Il y avait ce besoin impérieux d'appartenir à cette société, d'y être bien et d'y mener une vie épanouie. Ce que l'on palpe désormais, au sein de différents milieux et générations, c'est une profonde lassitude. Un soupir. Un roulement d'épaules. Un haussement d'épaules. Non pas comme une minimisation des problèmes, plutôt comme l'expression d'un espoir éteint. Et l'abdication, lorsqu'elle traduit le désamour ou le désintérêt, est un échec monumental pour une société. Alors que monter aux barricades pour la défendre est signe que l'espoir du mieux à venir subsiste. La volonté d'en découdre peut représenter un geste ouvert, une main tendue malgré tout.



C'est ainsi qu'en nous confrontant les un-es aux autres, lors de prises de parole et d'interpellations diverses, même s'il y a indignation, tristesse et colère, nous sommes encore là à faire société.

Le chapitre actuel ne sent pas bon, non. Des jeunes se détournent et peinent à revendiquer leur part québécoise tandis que des plus vieux s'épuisent de mêmes rengaines. Parmi les femmes qui ont fait les frais de la loi 21, plusieurs se sont résignées à quitter la province. Il y a toujours bien des limites à quémander le respect. Des relents de moisi émanent de l'entre-soi d'individus prétendant défendre le Québec à coup de politiques et de discours régressifs. Il faudra pourtant se pincer le nez et persister à réparer.

Dalila Awada est sociologue engagée et travailleuse dans le milieu communautaire.

Dans ce numéro spécial...

POUR SOULIGNER LES 30 ANS D'ALTERNATIVES, auteurs et autrices, militant-es et alliés-es reviennent sur les crises qui secouent la planète et sur les résistances qui s'organisent.

Entre autres, des textes sur :

- le génocide en Palestine
- la guerre au Soudan
- la crise en Haïti
- l'influence de l'hindutva dans l'extrême droite américaine
- le combat des Mères mohawk
- la financiarisation du logement
- la COP30 en Amazonie.

Aussi, une page en anglais, quelques suggestions littéraires et une entrevue avec l'artiste multidisciplinaire Stefan Christoff.

BONNE LECTURE!

DE YANKEE À TRUMPISME

L'ascension de l'hindutva dans l'extrême droite américaine



PHOTOS © DOMINIC MORISSETTE (TIÈRES DU DOCUMENTAIRE PHOTO • RICKSHAW • 1997)

À première vue, la composition du cabinet de Trump 2.0 révèle une étonnante diversité parmi de faucons anti-immigration, de libertaires de Wall Street et de nationalistes chrétiens. Mais les traits de cette diversité sont trompeurs. De Kash Patel, Tulsi Gabbard et Vivek Ramaswamy à Usha Vance, Jay Bhattacharya et Sriram Krishnan, le caractère multiracial du nouveau MAGA (Make America Great Again) est dominé par une élite américaine d'origine indienne, principalement hindoue.

USHA KUMAR

Cette configuration n'est pas le fait du hasard, mais reflète l'influence de l'hindutva, un mouvement supraciste hindou dans l'extrême droite américaine.

Idéologie centenaire, l'hindutva (qu'il ne faut pas confondre avec l'hindouisme) s'inspire du nazisme et du fascisme italien et veut faire de l'Inde laïque et démocratique un État nationaliste hindou. À l'instar du nationalisme chrétien blanc, le mouvement s'en est souvent pris aux minorités religieuses, notamment par des épisodes de lynchage.

Première organisation hindoue créée aux États-Unis il y a plus de cinquante ans, le Vishva Hindu Parishad of America (VHP-A) lui sert de pilier.

En s'appuyant sur la réussite économique des communautés indiennes aux États-Unis, cette organisation a formé une myriade d'associations qui financent le secteur caritatif, la culture, la religion, les lobbys, ainsi qu'un réseau de comités d'action politique (PACs).

Pendant longtemps, le Parti démocrate et les institutions libérales ont accueilli ces groupes comme les représentants de la communauté indienne, sans y reconnaître leurs fondements racistes. Mais le triomphe de Trump a démasqué le

mouvement et l'a poussé à changer son fusil d'épaule.

Le rapprochement entre le mouvement supraciste blanc et l'hindutva ne devrait pas nous étonner. Ce dernier s'est ouvertement inspiré des théories racistes de Jim Crow et des traitements réservés aux Juifs par les nazis. Par ailleurs, tous les deux partagent la même rhétorique d'une majorité opprimée dans son propre pays : la majorité blanche et chrétienne aux États-Unis et la majorité hindoue en Inde. Ils nourrissent en outre une haine commune contre les minorités musulmanes.

S'il a fallu des années pour consolider son programme, la nomination en 2019 de Steven Bannon, militant conservateur et stratège politique de l'extrême droite républicaine, comme président honoraire de la Coalition hindoue républicaine lui a donné sa direction définitive. C'est aussi à ce moment-là que le MAGA s'est ouvert aux mouvements d'extrême droite non blancs. Après l'officialisation de cette nouvelle alliance et la rencontre entre Trump et le premier ministre indien Narendra Modi lors du «Howdi Modi», un événement culturel en 2019, les tenants de l'hindutva n'ont pas tardé à adopter l'idéologie trumpiste.

Outre ces rapprochements politiques, les supracistes hindous ont mené plusieurs attaques au sein même de la communauté indienne aux États-Unis : en jouant la carte du terrorisme afin d'incriminer les groupes de confession musulmane et sikhe, en récoltant des fonds pour la démolition d'églises en Inde et en s'opposant à des mesures contre la discrimination fondée sur le système de castes. Si ces stratégies s'apparentent à des tensions intracommunautaires, elles renvoient, dans le contexte du MAGA, à des dynamiques politiques beaucoup plus vastes.

Il est vrai, en revanche, que certains milieux libéraux, y compris des sections du Parti démocrate, commencent à voir plus clair dans les mensonges colportés par le mouvement. Vu la longue liste de ses méfaits, ses partisans arrivent de moins en moins à se frayer un chemin dans les espaces plus progressistes.

Peu à peu, le mouvement est prêt à laisser tomber le masque du libé-

ralisme qu'il arborait jusqu'ici. Et pourquoi pas ? Même sans le poids démographique, l'hindutva a les ressources financières, un contexte géopolitique qui lui est favorable et une liste croissante d'ennemis en commun avec le MAGA (les musulmans, les wokes, les gauchistes, les sans-papiers, etc.) pour étendre son influence dans l'appareil de l'extrême droite américaine.

Mais cette convergence ne se fera pas sans tensions. D'abord parce que la base évangélique de Trump considère les hindoues comme des païennes. Ensuite, il n'est pas clair que le mouvement parviendra à rompre avec les positions plus libérales des différents groupes de la communauté indienne aux États-Unis — hindous et autres — ou s'il est prêt à fermer les yeux sur le passé douloureux du mouvement supraciste blanc, ainsi que sur les attaques racistes de certains membres de la coalition MAGA.

Ce que confirme l'ascension des supracistes hindous est que, sous Trump, tout est flexible et négociable pourvu qu'on accepte de porter des attaques bien vitriolées et teintées de panique morale contre les libéraux.

Pour l'instant, la partie n'est pas gagnée. Aux États-Unis, près de la moitié de la population d'origine indienne n'est pas de confession hindouiste, et la grande majorité s'est toujours distancée des positions de l'extrême droite américaine sur la question des droits reproductifs et du climat. De plus, l'idéologie nationaliste exerce peu d'attrait dans la population indienne, même chez les hindoues qui lui préfèrent une vision plus tolérante.

La suite dépendra de la réaction des milieux libéraux et du Parti démocrate. Il faut attendre de voir s'ils se mobiliseront pour contrer la montée de l'extrême droite dans les communautés immigrantes, mais aussi comment réimprétera la population indienne aux États-Unis. Mais il est certain que, devant la gravité des enjeux, il faudra rapidement passer à l'action.

Usha Kumar est journaliste.



AUX ORIGINES DE L'HINDUTVA

Fondé en 1925, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), Corps des volontaires nationaux, est un vaste réseau d'organisations tentaculaires qui s'inspire de la structure des Faisceaux italiens de combats de Benito Mussolini.

En 1939, son dirigeant et principal idéologue, MS Golwalkar, écrit *We or Our Nationhood Defined*. Cet ouvrage prend exemple sur l'idéologie fasciste de l'Allemagne nazie pour jeter les bases du supracisme hindou.

À partir des années 1970, avec la création de plusieurs antennes outre-mer, le RSS étend son influence dans la diaspora.

Le Bharatiya Jana Party (BJP), sa branche politique, a été réélu pour un troisième mandat le 4 juin 2024, avec à sa tête le premier ministre Narendra Modi.

NOUVELLES DE NOS PARTENAIRES

Le dur exode de la société civile du Soudan

En 2018 et 2019, les soulèvements populaires qui ont abouti à la destitution d'Omar al-Bachir, au pouvoir pendant 30 ans, avaient ouvert la voie à une transformation démocratique porteuse d'espoir. Avant la guerre, l'introduction de modèles décentralisés d'organisation, comme les comités de quartier, avait mobilisé différentes franges de la population qui ont participé activement à la reconstruction. Mais la guerre déclenchée le 15 avril 2023 a plongé le pays dans la pire crise humanitaire enregistrée de l'histoire, comme en témoigne Liemia Aljaili, journaliste soudanaise réfugiée en Ouganda.

LIEMIA ALJAILI

Accueillant jadis une société vibrante et engagée, Khartoum est désormais une ville fantôme. Pour celles et ceux qui avaient été aux premières lignes de la révolution, la situation est invivable.

Depuis le début de la guerre civile au Soudan, qui oppose les forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR), une milice auxiliaire paramilitaire, la société civile est directement attaquée par les partis belligérants qui ne respectent pas le droit international et multiplient les stratégies d'intimidation et les restrictions à la libre association et au droit d'expression.



PHOTO : ALTERNATIVES

Dès les premières heures du conflit en 2023, des bureaux d'associations soudanaises ont été perquisitionnés, et leurs outils de travail détruits, pillés ou volés. Depuis, les menaces, les arrestations, la persécution et la torture sont chose courante. Par conséquent, plusieurs personnes ont été forcées de fuir à l'intérieur ou à l'extérieur du pays au péril de leur vie. Des premiers postes de contrôle jusqu'à l'arrivée à la frontière, leurs ordinateurs et leurs téléphones sont fouillés, les réseaux sociaux et les conversations épées. Si un certain nombre d'ONG ont repris le travail avec des ressources limitées dans les pays voisins, surtout en Ouganda et au Kenya, les personnes déplacées vivent souvent dans une grande précarité.

Qui plus est, les défenseuses et défenseurs des droits de la personne et les journalistes qui n'ont pas les moyens de quitter le pays font face à une pauvreté extrême, sans accès à des services de base et à des moyens de communication. Avec la guerre qui gagne du terrain, les risques d'assassinat, de détention et de disparition forcée sont de plus en plus importants. La situation des femmes est d'autant plus préoccupante ; les viols et les agressions physiques sont utilisés systématiquement pour les réduire au silence. De plus, avec la fermeture d'un grand nombre d'organisations et d'agences de presse, plusieurs ont perdu leurs moyens de subsistance et n'arrivent plus à subvenir à leurs besoins, alors que le conflit et les pénuries ont fait grimper l'inflation.

La violence, la crise humanitaire et l'absence de sécurité rendent le travail de la société civile presque impossible, créant un climat propice à la manipulation et à la propagande de guerre sans personne pour assurer une surveillance contre les abus et les violations.

Selon l'Organisation des Nations Unies, la guerre civile a fait jusqu'ici plus de 20 000 victimes et 12 millions de personnes déplacées, dont 3,2 millions dans les pays voisins. En décembre dernier, plus de 24,6 millions de Soudanaises, soit la moitié de la population, se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë.

L'histoire impériale dans la région, les ratés de la diplomatie internationale, l'effondrement de l'économie traditionnelle au profit de l'industrie aurifère et l'interminable crise socio-économique ont contribué à cette guerre sanglante qui continue d'être alimentée par des forces régionales et internationales.

Liemia Aljaili est une journaliste soudanaise.

L'Amazonie accueillera la COP30 en 2025

Dix ans après l'accord de Paris et deux escales dans des pays pétroliers, la trentième Conférence des parties sur le climat (COP30), qui se déroule cette année aux portes de la forêt amazonienne brésilienne, sera sûrement marquée du sceau des peuples autochtones.

MARIE-JOSÉE BÉLIVEAU

Dès sa dernière élection en 2022, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva avait lancé un appel pour recevoir la COP30 en Amazonie. C'est donc à Belém, capitale de l'État du Pará, dans le nord du Brésil, que se tiendra la conférence organisée par l'Organisation des Nations unies, du 10 au 21 novembre prochain.

Alors que la ministre de l'Environnement, Marina Silva, l'appelle la « COP des COP », le Brésil accueillera la prochaine Conférence des Parties (COP) sur le climat avec des contradictions certaines. Aujourd'hui, le pays reste un grand producteur de pétrole, même si Lula a réaffirmé l'importance de protéger l'Amazonie pour la sécurité climatique dans le monde. Malgré l'engagement de son gouvernement à éradiquer la déforestation du pays, il a aussi fait avancer son projet d'adhésion à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Avec le retour à la Maison-Blanche d'un climatocéptique, la COP30 aura lieu dans un contexte géopolitique hostile, car sans l'engagement des États-Unis, il sera difficile de conclure des accords fermes pour le climat.

Une COP tournée vers l'Amazonie

Le règne du dernier président Bolsonaro a été marqué par l'explosion de la déforestation en Amazonie. Lula, quant à lui, a promis de renverser la vapeur et de tenir son engagement de zéro déforestation. Il y a deux ans, après l'annonce d'une COP aux portes de la forêt amazonienne, les populations autochtones de la région ont commencé à se mobiliser. Il faut donc s'attendre à ce que les luttes portées par ces peuples occupent le cœur de la conférence de l'ONU.

Une mobilisation internationale se prépare. Des réseaux d'Europe, d'Afrique et des Amériques se sont donné rendez-vous, en novembre prochain, pour un sommet des peuples, en parallèle de la COP30, auquel participeront sûrement plusieurs délégations du Québec. À suivre.

Marie-Josée Béliveau est ethnographe et protagoniste du film *Amazonie : à la rencontre des gardiens et gardiennes de la forêt (Les films du 3 mars, 2024)*.

STEFAN CHRISTOFF

L'interdépendance de l'art et de l'activisme



PHOTO : CATHERINE PAPPAS

Dans un contexte de crises globales, Stefan Christoff met un point d'honneur à rappeler que l'art est profondément ancré dans son environnement. Artiste multidisciplinaire, il multiplie les collaborations à travers le monde et mêle les médiums et les styles pour créer un art unique et engagé.

LINA AL KHATIB

Fondateur de *Free City Radio*, émission hebdomadaire qui allie justice sociale et arts, et auteur des chroniques *Le fond de l'air est rouge* sur les grèves étudiantes de 2012 au Québec, Stefan Christoff est une figure incontournable de la communauté engagée de Montréal.

Son dernier album, « Transmissions in silver », allie piano, guitare et voix dans une exploration sonore qui qualifie de spirituelle. Selon Christoff, un art sans contexte n'existe pas et l'artiste ne crée pas sans convictions politiques.

Du Printemps érable à la Palestine

De la même manière, les mouvements sociaux se maintiennent à travers l'art. Christoff se remémore les chants emblématiques du Printemps érable en 2012 où, au cœur du soulèvement, une créativité débordante servait à amplifier les voix étudiantes et à fédérer leurs

revendications. Membre fondateur du mouvement « Musicians for Palestine », il incarne à la fois le rôle d'observateur et de participant actif dans la synergie entre Art et activisme.

Christoff associe une responsabilité morale et éthique à son statut d'artiste et s'attribue un devoir de dénoncer l'injustice sociale.

Christoff associe une responsabilité morale et éthique à son statut d'artiste et s'attribue un devoir de dénoncer l'injustice sociale.

Christoff associe une responsabilité morale et éthique à son statut d'artiste et s'attribue un devoir de dénoncer l'injustice sociale.

Christoff associe une responsabilité morale et éthique à son statut d'artiste et s'attribue un devoir de dénoncer l'injustice sociale.

CINÉMA D'AUTEUR

Tesfaye, l'espoir d'un réfugié éthiopien au Canada

CATHERINE PAPPAS

Chaque histoire de migration est unique. C'est ce que nous raconte Tesfaye (espoir en amharique), dans un court-métrage expérimental réalisé en 2019 par le cinéaste d'origine éthiopienne Daniel D. Negatu.

Structuré autour de la cérémonie traditionnelle du café éthiopien qui se déroule en trois services (« Abol », « Tona » et « Bereka »), ce documentaire retrace le parcours de Tesfaye depuis l'Éthiopie jusqu'en Afrique du Sud, puis à Toronto après avoir été rescapé d'un naufrage au large de Madagascar.

Mélangant noir et blanc et couleur, pellicule et vidéo, reconstitution et archives, le film explore les tensions de l'exil entre promesses et déceptions, ainsi que la nostalgie de la patrie et le rêve du retour.

Alors que la ministre de l'Environnement, Marina Silva, l'appelle la « COP des COP », le Brésil accueillera la prochaine Conférence des Parties (COP) sur le climat avec des contradictions certaines. Aujourd'hui, le pays reste un grand producteur de pétrole, même si Lula a réaffirmé l'importance de protéger l'Amazonie pour la sécurité climatique dans le monde. Malgré l'engagement de son gouvernement à éradiquer la déforestation du pays, il a aussi fait avancer son projet d'adhésion à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Avec le retour à la Maison-Blanche d'un climatocéptique, la COP30 aura lieu dans un contexte géopolitique hostile, car sans l'engagement des États-Unis, il sera difficile de conclure des accords fermes pour le climat.

Une COP tournée vers l'Amazonie

Le règne du dernier président Bolsonaro a été marqué par l'explosion de la déforestation en Amazonie. Lula, quant à lui, a promis de renverser la vapeur et de tenir son engagement de zéro déforestation. Il y a deux ans, après l'annonce d'une COP aux portes de la forêt amazonienne, les populations autochtones de la région ont commencé à se mobiliser. Il faut donc s'attendre à ce que les luttes portées par ces peuples occupent le cœur de la conférence de l'ONU.

Une mobilisation internationale se prépare. Des réseaux d'Europe, d'Afrique et des Amériques se sont donné rendez-vous, en novembre prochain, pour un sommet des peuples, en parallèle de la COP30, auquel participeront sûrement plusieurs délégations du Québec. À suivre.

Marie-Josée Béliveau est ethnographe et protagoniste du film *Amazonie : à la rencontre des gardiens et gardiennes de la forêt (Les films du 3 mars, 2024)*.



PHOTO : DANIEL D. NEGATU

ROMAN L'ÉTOILE DE LA MER

Elias Khoury, Actes Sud, Paris, 2023, 384 pages (traduit de l'arabe libanais par Rania Samara)

Adam Dannoun naît en 1948 dans le ghetto de Lod, où sont enfermés les Palestiniens restés sur place à la suite de la Nakba. À quinze ans, déterminé à laisser son passé derrière lui, il part vivre dans la ville d'Haïfa. C'est là, au monastère de Stella Maris (l'Étoile de la mer), qu'il décide du début de son histoire. Avec son teint pâle, ses cheveux clairs et sa maîtrise de l'hébreu, Adam se fait passer pour un Israélien. Devenu Adam Danón, il joue avec le mensonge à chacune de ses rencontres.

Entre Haïfa, Varsovie et New York, on le suit dans ses amours et ses apprentissages alors qu'il cherche à se libérer de sa mémoire. C'est pourtant en traçant un parallèle entre la Nakba et la Shoah qu'il tentera de guérir ses blessures.

Armé de son « bonnet d'invisibilité », Adam construit sa vie autour du présent-absent, une catégorie légale qui accorde aux Palestiniens installés en Israël après la saisie de leurs terres, le droit à la citoyenneté et aux autres droits civils, sauf à la propriété. Le narrateur écrit à la troisième personne, présent mais invisible dans ce lieu occulté qu'est Haïfa.

En s'inspirant des grands récits de la littérature arabe, Elias Khoury, né à Beyrouth en 1948, signe ce deuxième opus de la trilogie *Les enfants du ghetto*, dernière œuvre traduite en français. Décédé en septembre 2024, l'auteur de *La porte du soleil* (2002), chef-d'œuvre sur l'exode palestinien après la Nakba, a été une figure de proue dans la résistance palestinienne, et rêvait à la construction d'un État binational.

SOFIA NAWROT-PAPPAS EST ÉTUDIANTE À L'ÉCOLE SECONDAIRE JOSEPH-FRANÇOIS PERRAULT.

ESSAI

LA RUÉE MINIÈRE AU XXI^e SIÈCLE : ENQUÊTE SUR LES MÉTAUX À L'ÈRE DE LA TRANSITION

Célia Izoard, Rue Dorion, Montréal, 2024, 344 pages

La ruée minière au XXI^e siècle : enquête sur les métaux à l'ère de la transition, de Célia Izoard, soulève le paradoxe d'une transition écologique dans une économie extractiviste. Véritable montre dans un costume d'agneau, l'industrie minière serait loin d'être la panacée écologique appuyée par les élites politiques et économiques partout dans le monde.

Dans cet essai, la journaliste montre d'abord comment la transition du fossile à l'électrique est insoutenable, car elle requiert des quantités colossales de métaux divers, dont il faudrait décupler l'exploitation au-delà de toute mesure raisonnable. Pour l'illustrer, elle évoque l'électrification du parc automobile britannique. Cette transition « nécessiterait l'équivalent de deux fois la production mondiale actuelle de cobalt, les trois quarts de la production de lithium, et la moitié de la production de cuivre ».

Izoard met le doigt sur un enjeu important de cette nouvelle ruée minière : les discours évoluent, mais les motifs demeurent. Entre 2008 et 2018, un changement se serait opéré pour justifier l'activité minière. Alors que l'on parlait d'objectifs de croissance économique, on évoque maintenant la nécessité d'accomplir une transition depuis les énergies fossiles vers l'électrique.

La journaliste plaide pour un retrait des mines. Le régime minier serait ainsi l'un des piliers du régime capitaliste et un catalyseur de la crise climatique. L'industrie minière est donc doublement polluante. Outre sa propre dépendance à l'industrie pétrolière, les équipements miniers et les transports fonctionnant aux hydrocarbures, elle pose des risques majeurs pour les écosystèmes terrestres et marins.

Contrairement à plusieurs autres appels à l'action individuelle en matière d'environnement, il s'agit pour Izoard d'un appel à l'action collective. À l'échelle dont elle souhaite voir des changements, il devient nécessaire de faire ces choix en tant que société, et non comme un renoncement personnel.

ÉDOUARD DE GUISE EST UN CORRESPONDANT SPÉCIAL POUR LE JOURNAL DES ALTERNATIVES, UNE PLATEFORME ALTERNODIALISTE (ALTER.QUEBEC) À PARIS.

ROMAN

GHACHAR GHACHAR

Vivek Shanbhag, Buchet-Chastel (Paris) 2018, 175 pages (traduit par Bernard Turle)

L'ancien premier ministre de l'Inde Manmohan Singh est décédé en décembre dernier. Dans les années 1990, Singh avait conduit une série de réformes économiques qui, en trois décennies, ont transformé le pays à une vitesse vertigineuse.

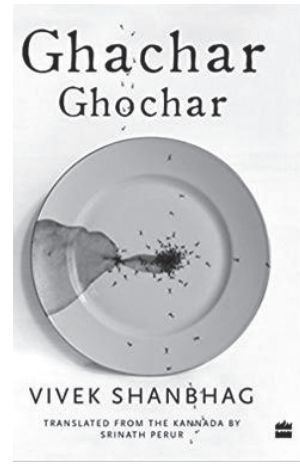
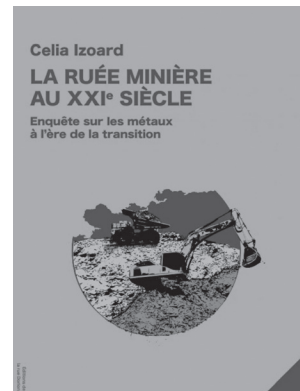
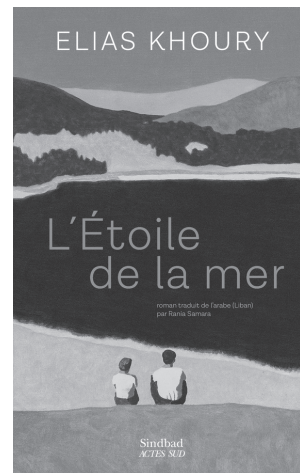
C'est de cette période qu'il est question dans le roman minimaliste de Vivek Shanbhag. Publiée d'abord en 2013 dans sa version originale en kannada, la traduction en français a conservé son titre original « Ghachar Ghochar », une idée intraduisible qui évoque le chaos.

Dans une prose à la fois précise et laconique, le roman explore le processus complexe d'embourgeoisement d'une famille de l'Inde contemporaine qui, prise en otage par une richesse acquise beaucoup trop vite, sombre dans le gouffre. Au fil du récit, sans savoir qu'il observe sa propre famille, le narrateur glisse lui-même vers une déchéance morale.

Salué par la critique et souvent considéré comme le meilleur roman indien des dernières années, *Ghachar Ghochar* a figuré dans le palmarès du New York Times en 2017 et a été inscrit sur la liste longue du Prix littéraire international de Dublin. Une reconnaissance significative pour un roman indien dont l'original n'a pas été écrit en anglais. Huitième langue de l'Inde, le kannada est parlé par quelque quarante-trois millions de personnes qui vivent principalement dans l'état du Karnataka.

Ghachar Ghochar a été sélectionné par notre club de lecture virtuel qui, tous les mois, réunit des membres de la diaspora indienne au Canada, aux États-Unis, en Inde et au Royaume-Uni.

MUKHOPADHYAY ANIME LE CLUB DE LECTURE VIRTUEL POUR LA DIASPORA INDIENNE.



MEGAPHONES TO PLATFORMS:

30 years of technology and the information society

MALLORY KNODEL

Wigs, boom boxes, kids in trailers, dogs in backpacks— a thousand people on bicycles stretching as far as the eye could see down the streets of Westminster in London. We headed to the circle drive in front of Buckingham Palace, where the street-party celebration really began. This was Critical Mass, a protest by cyclists who reclaimed the streets to urge councils, governments to design transportation arteries that are safe of all road users, not just motorists. My memories of those monthly protests are filled with the noise of joyful movement building.

I was just getting into tech then, but in those years, the internet played a minor role in activism. Websites were digital bulletin boards. Eventually projects like Indymedia recognized the democratizing potential of websites for collecting and sharing information for direct action, citizen journalism and other content— an idea that would eventually be commodified as “Web 2.0.” Critical mass, Indymedia, the Zapatistas and other social movements were reinventing the megaphone, building solidarity and demonstrating safety in numbers, both online and offline.

This idea that we can collect and share information directly with one another spread rapidly in these intervening years. But today’s social media platforms have in some real ways undermined real, offline people power, rather than expanding it. Civic space hasn’t been strengthened, it’s been weakened, relegated to bursts of activity more or less monthly in Tehran or Hong Kong.



ILLUSTRATION: JULIE BÉLAPARE

What keeps these spaces running is how we use them in our daily lives. Users produce the actual content of the largest corporations in the world. Now those same users— journalists, activists, celebrities, public agencies— are being asked to do the work of policing that content, too. Engaging with content, curating it and promoting it across other platforms to our friends have all been “platformized”, e.g. capitalized for real-time ad bidding.

Why not pour our joy, creativity, reporting, care— all of our time and energy— into building social space that belongs to users? And can these new social spaces catalyze social movements?

It has been 20 years since Critical Mass and on my visits to London, I see how it transformed the city for the better. A tidy and sprawling network of bike lanes can also be found in New York, DC, Montreal— all places where I’ve lived, cycled and organized. In those intervening years, I’ve spent multitudes more of my time and energy working in human rights organizations to transform online spaces. When it comes to the corporate online space where most of us gather, we have not made progress: we have only made those corporates stronger. I am hopeful that civil society can collectively focus appropriate attention on building alternatives that directly serve end user communities, for whom we have always imagined and hoped to see thrive online.

Mallory Knodel is the executive director of the Social Web Foundation.

ESSAY

DECOLONISING THE PALESTINIAN MIND

Haidar Eid, LeftWord Books, 2023, 105 Pages

Haidar Eid’s *Decolonising the Palestinian Mind* reimagines the Palestinian liberation project with intelligence, humanity and hope.

The book begins by reframing the 1993 Oslo Accords as a betrayal to the Palestinian people. Eid recalls that Oslo promised an independent Palestinian state encompassing East Jerusalem, the West Bank and Gaza. In so doing, though, it failed to defend the rights of Palestinian refugees, or the rights of those Palestinians living as second-class citizens in Israel.

Instead, Oslo granted Palestinians only limited administrative autonomy, and this, only on a small fraction of historic Palestinian land. To compound the problem, Gaza and the West Bank were bestowed with institutions that were corrupt, undemocratic and oppressive. To Eid, a naturalized South African of Palestinian origin, the occupied territories evoke the South African bantustans of the past.

The result was that Palestinians were denied even the most basic civil rights, and this ultimately precluded a viable two-state solution. Over time, East Jerusalem was cleansed of Palestinians, rendering it unworkable as a Palestinian capital. As for the West Bank, more than half of it was annexed by Jewish-only settlements. Finally, Gaza became an open-air prison until, as Eid points out: “By launching its genocidal wars on Gaza, Israel... shot the two-state-prison solution in the head.”

According to Eid, the real solution to the problem is the hard one that should have been pursued from the start: the construction of a shared, inclusive, democratic, multicultural and secular state, within which everyone enjoys equal human rights and the right to self-determination.

With this goal in mind, the Palestinian cause should be reimagined as anti-colonial resistance. This opens the door for what Eid calls “dis-participation.” Reminiscent to me of India’s non-cooperation movement, dis-participation seeks to achieve Palestinian agency by rejecting the existing system, all while building other alternatives.

The Boycott, Divestment and Sanctions (BDS) movement is cited as an example of how civil society has worked outside the system, holding it to account. The youth movement that took shape during the Arab uprisings is another example, as are the protests that defended the Negev Bedouin. Eid acknowledges that such social movements all need to tie to a representative national movement, an alliance of political party cadres and the Palestinian youth movement.

Curiously, I didn’t see a dedication in this book. If I were to guess, it is a love letter, one of many from the Palestinian intellectual community to the youth of Palestine: you are not numbers.

L. BELL

Whither the United States of America?

Donald J. Trump was inaugurated as the 47th president of the United States on January 20th. Will he herald American neo-fascism? The answer remains unclear at this juncture. There is some indication that his governing coalition is fragile.



TAKIS MANOLAKOS

Even if there is no cohesive anti-fascist movement to oppose him, the governing coalition is characterized by intense intra-capitalist conflict, because the capitalist class realizes that President Trump’s proposals do not make much sense for their overall economic interests. He has, for instance, proposed to deport all eleven million undocumented workers back to their countries of origin. Of course, there are many sectors of the US economy that depend critically on undocumented labour, and business owners are starting to realize that they may have a labour shortage problem on their hands. Large swaths of the agricultural sector rely on undocumented labour.

How to reconcile Trump’s “populism” with capitalist business sense? There remains, moreover, tension between the tech sector and Trump, even though Zuckerberg and Bezos have attempted a reconciliation. For example, the H1B visa program allows companies to “sponsor” skilled labour for a limited period, generally not to exceed six years. The intense fights over the H1B visa program—with Musk insisting that it should continue but others asserting that all immigration must end, including so-called skilled immigration—are a case in point. Apparently, some kinds of immigrants are more desirable than others. Or, perhaps, this marks a return to naked crony capitalism.

Notwithstanding these contradictions, the contours of a fascist policy regime are beginning to emerge. A law has been proposed wherein the Treasury would be granted power to revoke the non-profit status of certain organizations if they have “ties with terror.” No due process is required, and the Treasury can make such a determination without judicial oversight. This would be a potent political weapon for Trump, since it would enable him to attack any non-profit that he considers a political enemy.

This brings us to Trump’s appointments for various positions, many of which are outrageous.

The Federal Bureau of Investigation (FBI), for example, has long been the premier agency in the United States charged with maintaining the social order. It is well known that the FBI has historically been utilized against various left-wing movements. But Trump and the “Make America Great Again” (MAGA) movement were singularly displeased when, in the wake of the attempted seizure of the Capitol on January 6, 2021, the Bureau was deployed against his partisans. Apparently, the Bureau should keep the Left in check, but the Right can flourish without any intervention. Trump has nominated a Mr. Kash Patel to lead the Bureau, and it is very clear to this author that Mr. Patel will invigorate the FBI to pursue all the President’s political enemies. The repressive apparatus will be deployed to the maximum extent possible against what Trump calls “the enemy within.”

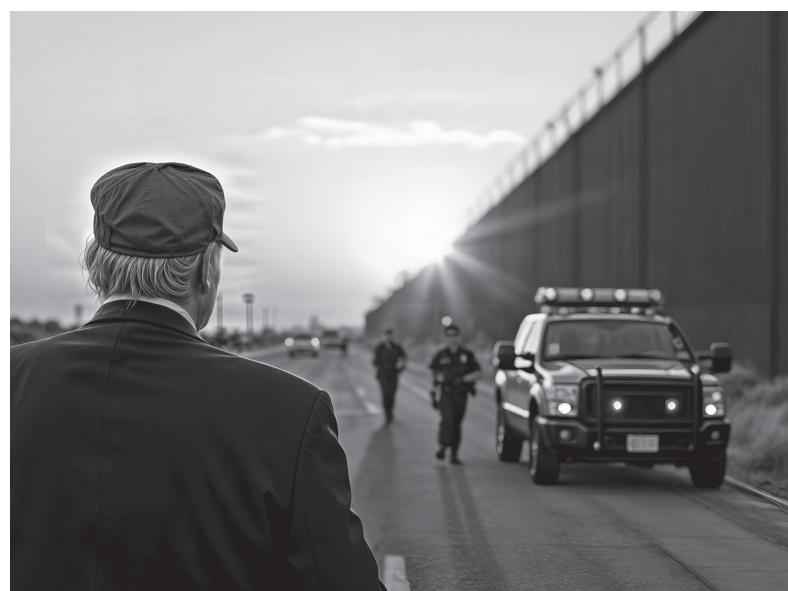
Building resistance

Where is the opposition in this scenario? The Democrats remain busy trying to decide whether they should engage with Trump in the spirit of bipartisan consensus, or oppose his draconian measures. The mayor of Denver, Colorado, for example, forcefully came out against President Trump’s proposed deportations of the undocumented and went as far as to say that he would direct the local police to resist them. A fierce backlash ensued, with even some Democrats com-

ing out to criticize the good mayor. There have also been whispers that Musk’s idea to slash government spending is workable; Musk has proposed to reduce the federal workforce by up to 75%.

The need of the hour is for a determined anti-fascist resistance, and it is abundantly clear that the Democratic Party is unable to organize it. Nor is the so-called Left in the United States, because, well, there is no such thing. The trade unions generally do the bidding of the Democratic Party and will take no independent political initiative. The Green Party is very weak and does not have mass support. Then there are organizations like the Democratic Socialists of America (DSA) and the Party for Socialism and Liberation (PSL). Neither is in any position to organize the resistance, and one cannot imagine these groups agreeing to work together. The only organizations with any semblance of legitimacy are the pro-Palestinian groups like IfNotNow, Jewish Voices for Peace (JVP), and the Palestinian Youth Movement (PYM), which have gained strength in the wake of the genocide in Gaza. If such groups could coalesce into a mass political formation, there might be hope. The fate of human civilization now depends on the success of the revolution in the United States.

Takis Manolakos is an economist and community organizer based in Kansas City, Missouri, USA.



ALTERNATIVES INTERNATIONAL:

An Alter-globalization Federation

Founded in 2003, the Alternatives International federation formally became a common platform in December 2004, and it held its first General Assembly in Montreal on August 27, 2007.

Its member organizations are social and political movements opposing social injustices, neoliberalism, imperialism and war. Alternatives International builds solidarity between social movements at the local, national and international level. Its approach is both concrete (action-oriented) and intellectual (creating new paradigms). The priorities of the platform include:

- Establishing a network of websites to provide analysis and information that will service progressive social movements
- Strengthening networks by bringing together urban social movements
- Developing new initiatives for young activists through internships and exchange programs
- Designing united approaches and strategies for input into the global progressive fora.

Members of the International Governance include representatives of groups in Niger, South Africa, France, Palestine, Brazil, Morocco, Israel, Canada, India and Italy.

Pour une solution haïtienne à la crise

L’année 2024 a été marquée par l’installation, le 25 avril, d’un conseil présidentiel de transition pour remplacer le premier ministre tout puissant, Ariel Henry, qui avait été mis en place par la communauté internationale après l’assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021.

JEAN-CLAUDE ICART

Henry avait gouverné sans précédent et sans parlement durant l’essentiel de son mandat, mais n’avait jamais su améliorer la situation ni réaliser les élections annoncées.

En réponse à de forts mouvements de protestation dès le début de l’année 2024, l’appareil qui le protégeait avait fini par le lâcher. Rappelons qu’en 2010, la communauté internationale avait profité d’un séisme dévastateur pour quasiment mettre la République d’Haïti sous tutelle. On péne ici du «Core group», le groupe des pays amis, dominé par les États-Unis.

Le Core group a donc forcé l’adoption d’une formule amendée de gestion gouvernementale qu’il avait à l’origine combattue, sans doute parce qu’elle était issue d’un re-

Malgré un large accord politique conclu le 3 avril 2024, complété par des règles de fonctionnement et une feuille de route, les débuts du CPT ont été chaotiques.

Une tentative de changer les règles du jeu par quatre membres a paralyisé les travaux qui n’ont repris qu’après d’importants changements, notamment l’adoption d’une présidence tournante. De plus, le CPT s’est révélé très budgétivore alors que l’économie du pays est en régression depuis six ans. Par ailleurs, l’accord du 3 avril n’a pas été appliqué entièrement ni publié dans le Journal officiel de la République d’Haïti. Un conseil de sécurité a été annoncé récemment, mais il n’existe toujours aucun organe de contrôle des actions gouvernementales.

Par la suite, de très vives tensions sont survenues entre le premier ministre Gary Conille, un fonctionnaire international et ex-directeur de la Fondation Clinton en Haïti et le CPT. Vouant diriger seul, comme s’il n’était redevable qu’à la communauté internationale, le premier ministre Conille a perdu son bras de fer et a été remplacé par un homme d’affaires local. Entretemps, l’insécurité a grandi : de nombreux pays, dont la République dominicaine, ont renvoyé les ressortissant·es haïtien·es.



PHOTO: DOMINIC MORISSETTE

groupement formé d’une nette majorité d’organisations de la société civile, de syndicats et de nombreux partis politiques. Ce regroupement voulait travailler à une solution haïtienne à la crise. D’abord devant être composé de trois personnes, cette formule de gestion est passée à cinq membres afin de rallier le plus de secteurs possible au projet (et de faire une place à Ariel Henry). Le Core group a défini la composition finale du Conseil présidentiel transitoire (CPT), qui est alors passé à neuf membres, dont deux qui occupent un poste d’observation. Cet élargissement a assuré la présence de parties susceptibles de rendre son fonctionnement plus difficile.



PHOTO: DOMINIC MORISSETTE

CAMPAGNE DE COLLECTE DE FONDS

DES ÉCOLES MOBILES POUR LES ENFANTS DE GAZA

DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023, environ 625 000 élèves de Gaza sont privés d’éducation formelle et vivent dans la peur constante de la guerre et des bombardements.

EN ATTENDANT LA RECONSTRUCTION du système d’éducation et la reprise des classes, le Teacher Creativity Center (TCC), partenaire d’Alternatives depuis 1994, a créé des écoles mobiles pour que les enfants de Gaza continuent d’apprendre.

VOTRE DON CONTRIBUERA DIRECTEMENT au fonctionnement de ces écoles et au soutien du personnel enseignant.

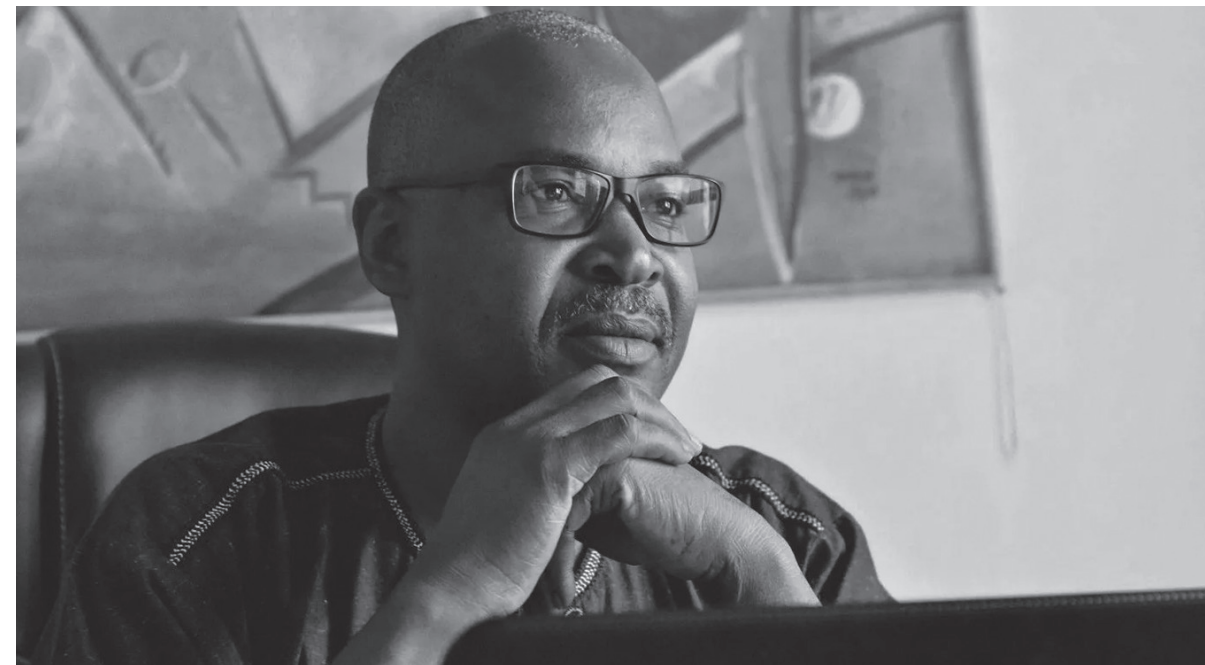
www.alternatives.ca/2024/12/educationgaza/



CRISE DÉMOCRATIQUE AU NIGER

Les voix dissidentes réduites au silence

Le 3 décembre 2024, Moussa Tchangari, intellectuel nigérien et secrétaire général de l’association Alternative Espaces Citoyens a été enlevé à son domicile par trois hommes armés en civil, et sa famille placée sous résidence surveillée. Les charges portées contre lui ont un air de déjà vu dans le Sahel : «Apologie du terrorisme, atteinte à la sûreté de l’État et association de malfaiteurs en relation avec le terrorisme».



RONALD CAMERON

Depuis 2020, les putschs s’enchaînent dans la région : au Mali, au Burkina Faso et en Guinée. Puis, au Niger, que l’Occident considérait jusque-là comme le verrou sécuritaire de l’espace sahélien.

Le 26 juillet 2023, le président Mohamed Bazoum est renversé par sa garde présidentielle. Deux jours plus tard, la junte militaire déclare la création du Conseil national de sauvegarde de la patrie (CNSP) dirigé par le général Abdourahmane Tchiani. Le CNSP resserre aussitôt son étai sur l’opposition et la dissidence. Les médias sont fortement censurés, plusieurs journalistes et blogueurs menacés et arrêtés. L’autocensure devient une stratégie de survie.

«C’est ce mythe qui s’est effondré, de façon plutôt brutale, au grand bonheur de ceux et celles qui rêvent de voir le pays renouer avec l’autoritarisme d’antan», écrit Moussa Tchangari dans un article publié par CERTI dès novembre 2023.

Partenaire de longue date d’Alternatives, Tchangari est l’une des figures les plus respectées de la société civile nigérienne. D’abord militant étudiant sous les régimes militaires de Seyni Kountché et d’Ali Chaibou, il fonde en 1991 l’Association nigérienne des droits de l’homme, première organisation de défense des droits de la personne au Niger. Depuis toujours, sa voix dissidente dérange.

Critique de l’autoritarisme et de l’ingérence étrangère, Tchangari s’élève contre l’usurpation de la souveraineté du pays, plaide pour le départ des troupes étrangères du sol nigérien et revendique une redistribution équitable des ressources minières, en particulier l’uranium exploité depuis 1975 par la multinationale française Areva (devenu Orano). Depuis le coup d’État, il critique ouvertement le régime militaire et dénonce plusieurs de ses décisions, notamment le retrait d’agrément d’ONG.

Aujourd’hui, l’arrivée de régimes autoritaires dans la région a des racines communes : la guerre au terrorisme, la détérioration de la situation socioéconomique, l’ingérence des forces étrangères, mais aussi le ressentiment des populations contre les anciens pouvoirs coloniaux et la prédation néocoloniale qui continue d’exploiter les ressources du Sahel.

Si le putsch au Niger dénote une évolution du rapport à l’Occident et une soif populaire de se libérer du joug colonial, le bruit des bottes n’annonce rien de bon et précipite le pays — l’un des plus pauvres de la planète — dans une nouvelle ère d’autoritarisme. «Potentiellement, tout le monde peut être arrêté et interpellé, déplorait récemment Tchangari. C’est le chapitre de la démocratisation qui est fermé.»

Ronald Cameron coordonne le Journal des alternatives, une plateforme altermondialiste (alter.quebec).

CARNET DE VOYAGE

En RDC, le visage sombre d’une transition écologique technocentrée

En République Démocratique du Congo (RDC), les femmes et les enfants sont les premières victimes de l’extractivisme pour satisfaire notre soif de minerais précieux utilisés dans nos appareils électroniques, nos téléphones, nos voitures et tout ce qui est lié à la transition technocentrée.

YOUSRA CHARIFA DANDJOURMA

L’un des pays les plus riches en ressources naturelles, la RDC abrite des gisements importants de minéraux qui, chaque année, produisent 60 % du cobalt dans le monde et plus d’un million de tonnes de cuivre. Pourtant, cette richesse n’est pas synonyme de prospérité pour les Congolais·es, en particulier pour les femmes du secteur minier artisanal.

En septembre 2023, un rapport d’Amnesty International constatait «de graves atteintes aux droits humains pendant la période coloniale et postcoloniale et des droits qui continuent d’être sacrifiés alors que les richesses de la RDC lui sont confisquées», et soulignait que «la justice climatique exige une transition juste».

Des conditions d’exploitation

Selon une enquête de Radio-Canada, la main-d’œuvre dans les mines artisanales de la RDC est formée de 40 à 50 % de femmes et de quelque 40 000 enfants qui travaillent dans des conditions extrêmement difficiles. Ces travailleuses et travailleurs sont souvent exposés à des contaminants et ne jouissent pas de protections adéquates ni de soins médicaux de base. Chaque année, l’effondrement de galeries souterraines fait plusieurs victimes.

Par ailleurs, les travailleuses dans le secteur minier sont souvent payées, quand elles le sont, bien en dessous du salaire minimum légal. Dans de nombreux cas, elles sont rémunérées en fonction de la quantité de minerai qu’elles parviennent à extraire ou à trier, une tâche rendue encore plus ardue par la concurrence féroce et la pression des intermédiaires. En 2014, des chercheuses du Harvard Humanitarian Initiative révé-

laient que parmi les femmes qui travaillaient dans le secteur minier, 14% déclaraient avoir été contrainte de «donner des faveurs sexuelles», tandis que «30 % des femmes affirmaient avoir été victimes de harcèlement».

Des réformes encore insuffisantes

Malgré ce contexte difficile, un certain nombre d’initiatives portées par des associations congolaises et internationales visent à améliorer la situation des travailleuses dans l’industrie minière en multipliant les campagnes d’éducation et les formations sur les droits du travail, l’autonomisation économique et la santé reproductive.

Sous la pression internationale, le gouvernement congolais a également introduit des mesures pour réguler le secteur minier artisanal.

Depuis 2018, la loi minière en RDC vise à lutter contre la pauvreté, à formaliser les activités du secteur et à garantir une répartition plus équitable des revenus, notamment par la création de coopératives.

Malgré ces efforts, il reste encore beaucoup à faire pour garantir des conditions de travail sûres, équitables et respectueuses des droits. Une collaboration entre la communauté internationale, les gouvernements et les entreprises est essentielle pour mettre fin à l’exploitation et aux abus afin que les richesses naturelles de la RDC bénéficient enfin à l’ensemble des habitantes, y compris les femmes qui travaillent dur pour les extraire.

Yusra Charifa Dandjourma a été stagiaire dans le cadre du Programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ).

ALTERNATIVES

Montréal — 3720 avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
Tél. : 514 982-6604 • Fax : 514 982-6122 • Courriel : info@alternatives.ca
Ce journal est produit par Alternatives et distribué de façon indépendante. La reproduction des textes est autorisée en mentionnant la source. Les points de vue exprimés dans les textes n’engagent que leurs autrices et auteurs.

Nous remercions que notre bureau est situé sur des terres de la nation Kanien’kehá:ka, la gardienne des terres et des eaux sur lesquelles se dresse Tiohtiàke/Montréal aujourd’hui.

DIRECTRICE GÉNÉRALE PAR INTÉRIM : Yasmîna Moudida

COMITÉ DE RÉDACTION ET RÉVISION DES TEXTES : Jeremy Bouchez, Ronald Cameron, Vanessa Gordon, Feroz Mehdi, Sofya Nawrot-Pappas et Catherine Pappas.

CORRECTION D’ÉPREUVES : William Delisle

INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet

CARICATURE : Boris

TRADUCTION : Les textes d’Ilan Pappé (p. 1), d’Usha Kumar (p.2), de Liemia Aljalili (p.2), de Najwa Lubbad (p. 4) et de Sophie O’Manique (p.5) ont été traduits de l’anglais par Catherine Pappas. Le texte de Mohammad Al Okshiyi (p.4) a été traduit de l’anglais par Anne Latendresse.

Alternatives

ÉDITORIAL

30 ans en perspective

CATHERINE PAPPAS

En novembre dernier, Alternatives a eu 30 ans. Or, comment envisager cet anniversaire devant l'érosion du droit international, l'aggravation de la crise écologique et climatique et la montée des droites réactionnaires et xénophobes? Y a-t-il lieu de célébrer au moment où les fondements mêmes du lien collectif et de notre humanité sont en jeu?



Alternatives a vu le jour en 1994 dans un monde en plein bouleversement, sur fond de guerres, de génocide, d'occupation et d'une déferlante d'accords de libre-échange qui, malgré des promesses de prospérité, ont continué de précariser les droits sociaux et de creuser les inégalités. Si le démantèlement de l'Union soviétique annonçait déjà un tournant historique, Samuel Huntington avance, en 1996, sa thèse du choc des civilisations qui redéfinirait la politique internationale sur des bases culturelles et une conflictualité irréductible. Mais cette période est aussi marquée par une effervescence de mouvements sociaux qui contestent l'ordre mondial. Partout sur la planète, des peuples et des militants — altermondialistes, féministes, syndicalistes et écologistes — s'organisent pour résister aux injustices et aux dépossessions, aux structures patriarcales, à l'apartheid, à la militarisation et à la colonisation. De forums sociaux en contre-sommes, les luttes pour la paix, la justice sociale, les droits et l'égalité, portées par des groupes et des individus en Afrique du Sud et au Chiapas, en Palestine, en Inde, jusqu'au Brésil et en Argentine, scellent les bases de l'organisation et dictent ses grandes orientations.

En mars 1996, une déclaration adoptée par l'assemblée générale d'Alternatives affirme : « Les organisations populaires de la société civile — syndicats, groupes de défense des sans-emploi, des femmes, des jeunes, de l'environnement et des droits de la personne — sont absolument essentielles non seulement à la recherche d'un autre avenir pour la majorité de l'humanité, mais à la défense des droits sociaux les plus élémentaires. Dans ce contexte mondial, Alternatives ne peut que réaffirmer son caractère de mouvement de solidarité internationale qui se conçoit comme étant en même temps un élément actif du mouvement social ici au Québec. » Ce sont ces organisations populaires et ces mouvements qu'il faut continuer de célébrer aujourd'hui. Même si, depuis trente ans, les acquis nous paraissent fragiles, ils continuent d'inspirer de nouvelles mobilisations et d'imaginer les contours d'un monde plus juste.

Les victoires et les défaites ne sont jamais permanentes. Le chemin parcouru jusqu'ici a été jalonné d'échecs et de succès. C'est collectivement que nous avons su surmonter les écueils et que nous continuons de célébrer nos réussites. Notre force réside dans le réseau de solidarités que nous avons créé ensemble, tant à l'échelle locale que mondiale.

« Il est minuit moins cinq », aimait bien nous rappeler Pierre Beaudet, cofondateur et ancien directeur d'Alternatives qui nous a quittés en mars 2022. Alors que la planète semble enfermée dans une spirale sans issue de haine et de violence, le désespoir n'est pas une option. Devant les urgences qui nous interpellent, il faut continuer d'oser, de s'engager et de nouer des solidarités ici et ailleurs dans le monde.

Catherine Pappas travaille pour Alternatives.

« ON A RAISON DE SE RÉVOLTER »

Pierre Beaudet, pilier et cofondateur d'Alternatives

Comme un grand paquebot, Alternatives navigue dans les eaux internationales depuis maintenant trente ans.

Près d'une centaine de personnes ont travaillé pour l'organisation, sans compter les bénévoles et militantes. Pendant des années, Pierre Beaudet s'était imposé comme le « capitaine du bateau ». Il nous a quittés le 8 mars 2022.

Pierre a occupé une place à part dans le village d'Astérix, pour reprendre l'expression fétiche qu'il aimait employer en parlant du Québec, surtout de la gauche québécoise. Remarquable spécialiste et savant des mouvements sociaux, capable de lire et d'interpréter les différentes pratiques et stratégies et de proposer des pistes d'action, il a assumé un leadership intellectuel et politique dans plusieurs organisations de solidarité internationale, dont le Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA), le Centre d'études arabes pour le développement (CEAD) et Alternatives.

À la fois intellectuel, militant et allié des classes populaires, il a su établir et cultiver des dialogues porteurs entre des gens de différents horizons et pays, créer des ponts et des alliances, un atout indéniable pour celui qui contribuera à la construction du Forum social mondial, de la Plateforme altermondialiste et d'autres initiatives misant sur la convergence des luttes. Visionnaire pragmatique, Pierre parvenait à traduire ses idées politiques en projets afin de soutenir concrètement les organisations partenaires du Sud global. Prudent et conscient des dangers et des risques des « idéologies fondamentalistes », il préférait les alliances arc-en-ciel pour faire face à la conjoncture politique.

Comme l'écrivait son camarade Gustave Massiah : « Pierre inscrira son engagement dans la discussion critique sur le développement en mettant en avant les grands enjeux de la solidarité et de la coopération internationale. Il analysera les effets négatifs de la mondialisation et soutiendra les pratiques d'autonomie en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il appuiera directement les actions de mouvements dans de nombreux pays, en Angola, au Brésil, en Inde, au Pakistan, en Afrique du Sud, en Palestine, au Niger et contribuera à l'émergence du mouvement altermondialiste avec les luttes contre la dette et les programmes d'ajustement structurel, contre les politiques des institutions internationales, le FMI, la Banque Mondiale, puis l'OMC. »

Grand érudit, Pierre lisait et écrivait de façon compulsive, créait des organes d'éducation, des lieux de débat et d'analyse et des espaces de réflexion critique sur les enjeux contemporains. Mais il avait également compris combien il était important d'investir des efforts dans la mobilisation et l'éducation populaire en vue de construire une conscience politique au Québec, durable et continue. C'est ainsi qu'il a joué un rôle clé dans la création d'une diversité de publications, dont le Journal Alternatives et les Nouveaux Cahiers du socialisme. Inlassable pédagogue et professeur à l'Université d'Ottawa, puis à l'Université du Québec en Outaouais, il faisait confiance aux jeunes qu'il côtoyait autant dans le milieu universitaire que dans les différents espaces de militance, car il croyait réellement à leur rôle dans les luttes pour la transformation sociale et politique. D'où l'importance aujourd'hui pour Alternatives des programmes de stages internationaux.

Adaptation d'un texte écrit par Anne Latendresse, membre du conseil d'administration d'Alternatives et professeure au département de géographie à l'Université du Québec à Montréal. Une version longue a été publiée dans le cadre d'un dossier hommage dans les Nouveaux Cahiers du socialisme au printemps 2023.



Reprise d'une caricature publiée en mai 2009 par le Journal Alternatives.

LITRES DE PALESTINE

Mon quotidien depuis le 7 octobre 2023

Aujourd'hui, je conduisais sur une route bordée de tentes où vivent des familles déplacées. Avec Mozart qui jouait à la radio, le paysage extérieur semblait apocalyptique : des enfants pieds nus, des femmes aux visages assombrés par la suie des feux, des hommes désespérés, marchant hagards. L'humanité est au bord du gouffre.

J'ai quitté ma maison le 13 octobre 2023 avec ma femme et mes deux enfants, en pensant que nous allions y revenir dans un semaine ou deux, un mois tout au plus. Nous avons tout laissé : les lits défaits, les vêtements, les outils, les jouets des enfants, ma bibliothèque personnelle.

J'ai réussi à faire sortir ma famille de Gaza. En Égypte, dans l'appartement où ils habitent avec leur mère, mes fils ont fêté deux anniversaires. D'enfants, ils sont devenus de jeunes hommes, loin de chez eux, loin de leur père.

Mahmoud, naguère un enfant qui s'amusaient avec ses jouets, est un champion d'échecs. À son école, Mohannad est une star du football. Je pleure le temps perdu, le passage de l'enfance à l'âge adulte qui s'est fait sans moi. Je regrette les étapes manquées — ranger les jouets de leur enfance, souligner leur premier rasage — des moments dont je n'ai été témoin qu'à travers l'écran d'un téléphone. Les jouets n'ont plus d'importance pour eux, mais ils sont tout pour moi.

Chaque jour, je me réveille surpris d'être encore en vie. Ma mémoire s'accroche aux bruits des bombardements de la nuit et aux tremblements qui secouent l'abri. Sur le chemin du travail, je vois des enfants faire la queue devant ce que nous appelons la *Takkyva*, la « cuisine de la charité », en attendant le seul repas de la journée. Les vêtements sales, le visage pâle, l'âme fatiguée. Au début, ils se tiennent en rangs bien disciplinés, comme à l'école. Avec le temps, les files d'attente deviennent chaotiques. Parfois, la guerre efface les règles de civilité.

Souvent, je passe devant un bâtiment détruit dont le mur porte les noms de celles et ceux qui sont encore ensevelies sous les décombres. J'imagine leurs dépouilles qui se décomposent. Je ralentis ma voiture et j'éteins la radio en signe de respect. Ces ruines sont à la fois leurs tombes et leurs mémoires.

Au bureau, nous recevons chaque jour la visite d'orphelins, de veuves, d'enfants non accompagnés et d'autres personnes brisées par la guerre. Un garçon m'a raconté qu'il avait entré le corps de son jeune frère après un bombardement. Depuis, il se rend sur la tombe tous les jours et il y pleure pendant des heures. Ses paroles me hantent : « J'ai faim et le froid me tue toutes les nuits ».

Le soir, je marche jusqu'à la mer dans l'espoir d'échapper aux horreurs de la journée. Je traverse des quartiers entiers en ruines et croise des voitures bombardées dont les sièges brûlés sont encore recouverts de chair humaine. J'y vois des hommes qui ont perdu la raison, errant sans but après avoir découvert à leur réveil leur famille ensevelie sous les débris.

La nuit, je trouve un bref réconfort en appelant mes fils au Caire. Savoir qu'ils sont en sécurité m'apaise, mais je ne peux m'empêcher de penser aux enfants rencontrés pendant la journée. Seul, je pleure et je prie pour que la guerre prenne fin, en espérant qu'aucun autre peuple n'endure de telles souffrances.

MOHAMMAD AL OKSHIYA, 5 JANVIER 2025

Mohammad Al Okshiya travaille pour l'UNRWA à Gaza.

Je rêvais de liberté

Mes parents sont morts avant de voir se réaliser leur rêve le plus cher : rentrer à Ashkelon, leur ville natale qu'ils avaient été forcés de fuir en 1948. Moi, depuis toute petite, je rêve de liberté. L'occupation et les attaques israéliennes ont rendu nos rêves caducs. Après le 7 octobre, j'ai perdu tout ce qu'il y avait de beau dans ma vie : mes proches, ma maison, ma sécurité.

J'ai passé les 48 premiers jours de la guerre dans le nord de Gaza, sans électricité, sans eau ni nourriture, dans la peur quotidienne des bombardements. C'est par une sorte de miracle que je m'en suis sortie. Un jour, j'ai avalé du sable et des gravats dans mon sommeil. Un autre, les meubles, les portes et les fenêtres se sont mis à voler autour de moi. Dans la ville, il n'y avait aucune ambulance. Mais le plus dur a été de voir autour de cadavres déterrés des décombres et jetés dans des carcasses comme l'on fait avec les animaux. Nous avons donc été obligés-e de prendre la route vers un avenir incertain.

C'est à la marche que nous avons rejoint le refuge le plus proche, un abri de l'UNRWA. Les lieux étaient bondés, tellement que nous avons passé les deux premières journées dans les escaliers. Je ne l'oublierai jamais.

Puis, nous avons fui vers le centre de Gaza à la recherche d'un lieu plus sûr, à bord d'un char, sous les bombardements et la menace des tanks qui, au milieu de la route, tiraient sans discernement. Il a fallu attendre cinq heures dans un point de contrôle israélien, appréhendant à chaque instant le moment où l'on nous ordonnerait de nous déshabiller.

Au centre d'Al Zawayda, nous étions vingt-deux dans une chambre de quatre par cinq mètres. Nous dormions à même le sol. Nous manquions de tout. Puis, nous avons reçu l'ordre de nous rendre à Rafah.

Lorsque j'ai vu les nouvelles l'autre jour à propos d'enfants morts de froid, j'ai repensé à mon arrivée à Rafah, le 9 janvier 2024. Nous venions de débarquer et n'arrivions pas à organiser nos bagages dans la tente, épuisés-e par le trajet et les bombardements. Après un moment, les enfants se sont mis à pleurer et à trembler, surtout les bébés. Ils souffraient de fièvre, de maux de tête et de douleurs au ventre. Il nous a fallu deux heures pour les réchauffer.

La dernière étape m'a amenée en Égypte pour les traitements de ma sœur qui souffre d'un cancer du sein. Depuis que l'armée israélienne a détruit tous les centres d'oncologie, elle n'était plus en mesure de recevoir les soins nécessaires à Gaza.

Il a fallu attendre six mois pour le permis de voyage, puis nous avons passé les huit premiers mois à l'hôpital d'Al-Amalah Al Kubra, qui n'était pourtant pas équipé pour traiter des cas de cancer, surtout que la tumeur de ma sœur avait beaucoup progressé. La loi égyptienne nous interdisait de quitter l'établissement. Grâce à une connaissance, ma sœur a été transférée dans un hôpital près du Caire où elle continue d'être soignée. Mais je me déssole lorsque je pense aux autres Gazaoui-es atteints de cancer qui n'auront pas eu cette chance.

NAJWA LUBBAD, 1^{er} JANVIER 2025

Jusqu'en 2007, Najwa Lubbad a été responsable des communications dans le cadre d'un programme de formation professionnelle pour les femmes de Nuseirat et de Jabalya. Le projet était coordonné par Alternatives et l'entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) et financé par le gouvernement du Canada.

AU-DELÀ DU PROFIT :

Réclamer le droit au logement

J'ai appris en juillet 2023 qu'une société d'investissement avait acheté l'immeuble que j'habite à Montréal. Jusqu'ici, le bâtiment appartenait à une famille qui ne s'était pas donné beaucoup de mal pour l'entretenir, mais n'avait pas non plus haussé le loyer de manière significative.

SOPHIE O'MANIQUE

Dans le passé, les appartements locatifs à Montréal étaient plus abordables que dans les autres grandes villes canadiennes, comme Toronto et Vancouver. Mais au cours de la dernière décennie, la crise d'accès au logement s'est étendue à l'ensemble du pays. Selon le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), les loyers moyens à Montréal ont grimpé de 27 % entre 2020 et 2024, avec des augmentations encore plus importantes dans certaines autres localités de la province.

La situation au Québec reflète un phénomène mondial de *domicide* qui pousse de plus en plus de personnes à vivre dans la rue ou à s'établir dans des installations informelles, à accepter de mauvaises conditions d'habitation et des loyers élevés ou à s'endetter pour se maintenir en logement.

Afin d'accroître le rendement de son investissement, le nouveau propriétaire de mon immeuble a vite fait d'augmenter les loyers de 8 % (un taux supérieur au 3,3 % recommandé cette année-là par le Tribunal administratif du logement), avant de lancer des travaux de démolition et de remodelage dans les appartements vacants, y compris ceux situés au sous-sol et au-dessus du nôtre. Une dalle de béton a fini par traverser le plafond de la salle de bains d'un voisin sous l'intensité des travaux de démolition. À la fin des rénovations, les loyers affichés pour ces appartements avaient presque doublé.

Cette histoire, pourtant anecdotique, illustre bien à quel point les locataires sont touchés-e par la crise mondiale qui fait du logement une classe d'actifs ou un produit d'investissement.

On a souvent tendance à expliquer la crise actuelle par une question d'offre et de demande : trop peu d'habitations pour le nombre de personnes qui cherchent à se loger. On justifie alors des politiques qui visent à freiner l'immigration et à subventionner le secteur privé pour la construction de logements. Cette vision ne tient pourtant pas compte d'une tension essentielle décrite par le sociologue David Madden et l'urbaniste Peter Marcuse entre la valeur lucrative d'un logement considéré comme un bien de consommation et son rôle social en tant que foyer. Le logement comme refuge

Sophie O'Manique est candidate au doctorat en géographie au Graduate Center de la City University of New York.



La décroissance pour un nouvel altermondialisme

Alors que nous terminons un quart de siècle, la planète fait face à de multiples crises d'une gravité sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La situation préoccupe, à un point tel que de plus en plus de scientifiques, d'intellectuel-les et de citoyen-nes prennent la parole pour dénoncer le modèle de société dominant et ses imaginaires. Puissamment ancré, ce modèle menace non seulement la vie sur la Terre telle que nous la connaissons, mais aussi notre espèce.

JÉRÉMY BOUCHEZ

Pour répondre à cela, les idées de la décroissance gagnent doucement (mais sûrement) les consciences en Occident. Cependant, elles font preuve encore d'une frilosité au sein d'un mouvement altermondialiste qui gagnerait pourtant à les intégrer et à les défendre.

L'idéologie altermondialiste a connu son apogée au début du 21^e siècle en réponse au néolibéralisme qui se généralisait à l'échelle globale. Toutefois, dès le début des années 90, des mobilisations ont émergé. Plusieurs contre-mouvements et événements majeurs sont à noter, comme les manifestations de Seattle en 1999, l'organisation du premier Forum social mondial à Porto Alegre au Brésil en juillet 2001 et le rassemblement de Gènes, la même année. Même si les revendications et les luttes qui l'ont fondé sont toujours pertinentes, un nouvel altermondialisme est plus que d'actualité. Sur les plans économique et écologique, cela implique de fortement se distancer des « capes vertes » du capitalisme que sont le développement durable, le mythe de la croissance verte et l'économie circulaire qui, derrière beaucoup de promesses techno-utopiques, ne remettent pas en cause le productivisme et l'extractivisme. De plus, un nouvel alter-



PHOTO : FRAPIU

du monde extérieur est un besoin universel et une condition préalable pour participer à d'autres secteurs de la vie sociale, économique et politique. Il ne sera pas possible de freiner la crise sans donner primauté à la valeur sociale du logement plutôt qu'à son profit potentiel.

À quand une politique de logement viable?

Depuis un siècle, de vastes programmes de logements publics ont vu le jour en Amérique du Nord, et il n'est pas impossible que l'État décide de réinvestir de nouvelles sommes importantes dans le logement social. En même temps, il faudra ralentir les profits générés par le marché locatif privé, s'attaquer aux iniquités du revenu et redistribuer l'argent aux travailleurs et aux travailleurs pour leur garantir une retraite suffisante qui réduira leur dépendance à la spéculation immobilière. Une politique de logement viable ne sera possible que si elle considère le droit de se loger comme un bien public et non une simple commodité.

Sophie O'Manique est candidate au doctorat en géographie au Graduate Center de la City University of New York.

DISPARITIONS FORCÉES

La lutte des Mères mohawks

PHILIPPE BLOUIN

Depuis 2022, j'accompagne comme anthropologue un groupe d'ainées autochtones, les Kanien'keh'á:ka Kahnistensera (Mères mohawks), dans leurs efforts pour protéger des sépultures anonymes suspectées d'enfants autochtones à l'ancien Hôpital Royal-Victoria. Ce territoire au pied du Mont-Royal est ciblé par un projet de requalification mené par la Société québécoise des infrastructures (SQI) et l'Université McGill. Sans avocat et en se basant uniquement sur leurs propres lois ancestrales — la Kaianere'k'owa (« Grande loi de la Paix »), qui confie aux « progénitrices du sol » le soin de préserver leur territoire ancestral pour les générations futures —, ces femmes ont réussi à obtenir une injonction de la Cour supérieure en octobre 2022 pour suspendre les travaux et mettre en œuvre une enquête archéologique. Le témoignage d'une survivante des expériences de « lavage de cerveau » MK-Ultra financées par la CIA à l'hôpital dans les années 1950 et 1960, était particulièrement révélateur. Lana Ponting confirme le souvenir — toujours présent à Kahnawá:ke — de l'utilisation d'enfants autochtones comme cobayes dans ces expériences terribles, où les psychiatres s'efforçaient d'effacer la conscience avec des électrochocs et de nouvelles drogues comme le LSD et le Largactil, avant de les reprogrammer avec des messages subliminaux utilisés sur des patients plongés dans un état de coma profond, parfois durant plusieurs mois.

Des conclusions boiteuses

À la suite de l'injonction, une entente a été signée en avril 2023 pour confier à un panel de trois archéologues le soin de diriger les recherches avec des technologies non invasives comme le géoradar et les chiens renifleurs. Cependant, McGill et la SQI ont vite entrepris de prendre le contrôle des fouilles, sans respecter plusieurs recommandations du panel — pourtant obligatoires selon l'entente. Après que les chiens renifleurs aient détecté l'odeur de restes humains dans la zone prioritaire des travaux, McGill et la SQI ont rejeté l'utilisation de précautions médico-légales pour manipuler de nombreux artefacts, y compris des fragments de boîtes d'enfants datant de la première moitié du XX^e siècle. Les deux institutions ont également ignoré la consigne de tamiser les sols immédiatement, les laissant plutôt s'accumuler pendant des mois, soumis aux aléas de la météo, avant de les déplacer ailleurs pour permettre la reprise des travaux. Sans égard au panel et aux Kahnistensera, ces sols finirent dans une tamiseuse mécanique, normalement utilisée dans les mines et les carrières plutôt qu'en archéologie. Les archéologues finirent alors par conclure que les fragments d'os recouverts étaient trop petits pour être identifiés.

Ces brèches dans le respect de l'entente ont mené les Kahnistensera à déposer une autre requête au dossier de la cour pour obliger le respect des recommandations, ce qu'elles ont gagné une fois de plus, en octobre 2023. Or, ce nouveau jugement tombera en appel quelques mois plus tard pour des raisons techniques que les Mères mohawks se préparent actuellement à contester en Cour suprême. Mais, quel que soit le résultat de leurs menées juridiques, une chose est sûre : les Mères mohawks ne comptent pas s'en arrêter là. Comme le note le rapport final déposé en octobre 2024 par l'Interlocutrice spéciale indépendante pour les enfants disparus et tombes anonymes, Kimberly Murray, l'article 17.1 de la Déclaration sur les disparitions forcées (que le Canada n'a pas signée) considère que ces disparitions se poursuivent « aussi longtemps que ses auteurs dissimulent le sort réservé à la personne disparue et le lieu où elle se trouve et que les faits n'ont pas été élucidés ». Aujourd'hui, plus de 200 enfants autochtones ont été identifiés par l'Association autochtone Awacac comme ayant disparu après avoir fréquenté le réseau de la santé au Québec. Tant et aussi longtemps que l'argent public sera investi pour que la SQI et le Procureur général du Québec (et l'argent des frais de scolarité, pour McGill) s'acharnent à combattre le droit des autochtones à connaître la vérité sur ces disparitions d'enfants, la réconciliation devra, hélas, attendre.

Philippe Blouin est candidat au doctorat en anthropologie à l'Université McGill.

LE FORUM SOCIAL DES PEUPLES 2014 :

Quand l'union fait la force



PHOTO : BRIGITTE BEAUDET

ROGER RASHI

Le Forum social des peuples (FSP) de 2014 a réussi quelque chose de très rare au Canada, soit de faire converger les mouvements sociaux d'un bord à l'autre du pays autour d'un objectif précis à l'époque : battre le gouvernement Harper aux élections fédérales de 2015.

Le contexte était très favorable. Au lendemain du Printemps érable, la jeunesse québécoise était encore fortement mobilisée. Le mouvement autochtone « Idle No More » avait ragailardi la résistance des Premières Nations aux projets de pipelines traversant (et détruisant) leurs territoires ancestraux. Les organisations syndicales appréhendaient les mesures répressives que la réélection d'un Parti conservateur ultra-néolibéral aurait amenées dans son sillage. Le résultat a dépassé les attentes alors que plus de 6000 personnes venant de partout au Canada ont pris part à ce forum social tenu à Ottawa du 21 au 24 août 2014. Quatorze mois plus tard, Harper était battu aux élections générales. Sans l'ombre d'un doute, le FSP a été l'un des multiples contributeurs à l'échec des conservateurs.

Disons-le, l'initiative du FSP est venue d'Alternatives qui s'est appuyée sur son expérience avec les forums sociaux pour former le premier noyau organisateur. L'idée s'est alors propagée à Ottawa et à Toronto, dans l'Ouest jusqu'à Vancouver et dans l'Est jusqu'à Halifax. Le soutien des centrales syndicales du Québec a représenté un atout énorme : la FTQ, la CSN et la CSQ ont ouvert la porte à une participation des grands syndicats pancanadiens comme le SCFP, UNIFOR et l'AFFPC. Cette présence syndicale a donné une armature organisationnelle solide.

Quelle est la pertinence aujourd'hui de cet événement tenu il y a plus de dix ans? Nous faisons face à des défis autrement plus dramatiques qu'en 2014 : la crise du néolibéralisme s'est mutée en une polycrise où s'entrechoquent les dimensions écologique, sociale, géostratégique et politique. Les inégalités sociales en croissance vertigineuse se combinent aux multiples guerres, parfois génocidaires comme à Gaza, ainsi qu'aux catastrophes climatiques toujours plus graves, pour créer un sentiment d'insécurité et un réel pourrissement politique. En témoigne l'essor de l'extrême droite avec son cortège de xénophobie, de racisme, de haines et de phobies multiples. Et celle-ci est littéralement à nos portes avec un Trump 2.0 belliqueux au sud et un Pollièvre presque triomphant à Ottawa.

Plus que jamais, il nous faut unir les mouvements sociaux contre le néolibéralisme et l'extrême droite ascendante. Que le succès du FSP 2014 nous serve d'inspiration.

Roger Rashi est un militant social et politique, membre fondateur de Québec solidaire et membre du comité de coordination du Réseau intersyndical. Il a coordonné les campagnes chez Alternatives de 2010 à 2018.

Jérémy Bouchez est employé d'Alternatives, communicateur scientifique et membre du comité scientifique de Polémos Décroissance.